

devait présenter ses rapports, non pas par les voies ordinaires mais directement au ministre lui-même. Lorsque je fus désigné à mon poste actuel, je recommandai, avec l'approbation du comité de guerre, le retour à l'ancienne pratique en vertu de laquelle les rapports devaient passer par le chef de l'état-major de l'aviation ici. Les arrangements en vigueur au moment où le maréchal de l'air Breadner partit pour outre-mer se trouvaient donc modifiés. Il a été consulté à ce sujet et a exprimé le désir d'être mis à la retraite; nous prenons donc les mesures nécessaires à cette fin. Je puis dire qu'au moment de la retraite il sera promu au rang de maréchal en chef de l'air. Au cas où cette nouvelle donnerait lieu à une autre série de rumeurs, je puis dire que cet avancement ne modifie en rien ses droits à une pension. Cet avancement lui est accordé en raison de ses nombreuses années de service distingué dans le Corps d'aviation royal canadien.

L'hon. M. HANSON: Tout de même, il n'approuvait pas le nouvel arrangement.

L'hon. M. GIBSON: Je n'ai pas dit cela.

L'hon. M. HANSON: Mais moi je le dis.

L'hon. M. GIBSON: Je ne suis pas de cet avis.

L'hon. M. HANSON: A-t-il, oui ou non, approuvé le nouvel arrangement? Puisqu'il a démissionné, il n'a pu l'approuver.

L'hon. M. GIBSON: Je n'ai pas affirmé qu'il n'avait pas approuvé le nouvel arrangement, mais qu'il ne voulait pas continuer à servir sous le nouveau plan.

L'hon. M. HANSON: C'est la même chose.

L'hon. M. GIBSON: Oh non.

QUESTIONS OUVRIÈRES

ENQUÊTE SUR LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHAGE DANS L'INDUSTRIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggar): J'aimerais poser une question au ministre du Travail. Le Gouvernement mettra-t-il à la disposition de la Chambre une copie de l'enquête que le ministère du Travail a effectuée sur les perspectives d'embauchage après la guerre dans les industries comptant deux cents employés ou plus? L'enquête est maintenant terminée et, si je ne m'abuse, elle a fait l'objet d'un rapport au cabinet. Il importe que la Chambre obtienne une copie de ce rapport afin qu'elle puisse se faire une idée des perspectives d'embauchage que le Gouvernement entrevoit pour l'après-guerre.

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): Je me ferai un plaisir de prendre en considération la demande de l'honorable député.

M. COLDWELL: Je préférerais obtenir le rapport.

RÈGLEMENTS DU SERVICE SÉLECTIF—MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE—REVISION DES ORDONNANCES CONCERNANT LE CONTRÔLE DES SALAIRES EN TEMPS DE GUERRE.

A l'appel de l'ordre du jour:

M. J. W. NOSEWORTHY (York Sud): Je tiens à poser une question au ministre du Travail. Le Gouvernement a-t-il reçu des représentations de la part des syndicats ouvriers pour une revision immédiate des décrets du conseil C.P. 9384 et 1003? Le ministre peut-il nous dire si l'on se propose de prendre des mesures sous ce rapport?

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): La réponse à la première question est "oui". On répondra en temps et lieu à la deuxième question posée par l'honorable député lorsque le Gouvernement aura arrêté la ligne de conduite qu'il entend suivre à ce sujet.

RÈGLEMENTS DU SERVICE SÉLECTIF—MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. C. SENN (Haldimand): Je désire poser une question au ministre du Travail (M. Mitchell), ou mieux à son adjoint parlementaire, qui a, je crois, déposé aujourd'hui certains décrets modifiant les règlements du Service sélectif national. Les journaux nous apprenaient récemment qu'on avait modifié les règlements du Service sélectif national en vue d'affecter une certaine main-d'œuvre aux travaux agricoles pendant les mois d'été. A-t-on pris des mesures en vue de fixer les salaires que les cultivateurs devront verser à cette main-d'œuvre pendant les mois d'été?

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): La réponse est non.

LE BACON

DIMINUTION DANS LA PRODUCTION DE PORCS CANADIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. E. WRIGHT (Melfort): Attendu que la production de bacon canadien occupe une place très importante dans le régime alimentaire de la population britannique, le ministre de l'Agriculture peut-il me dire si, passant de la parole à l'action, le Gouvernement verra à parer à la grave diminution qui